

# Document

## Les armées secrètes de l'OTAN (VI)

### La guerre secrète en Italie

(par Daniele Ganser -<http://www.voltairenet.org/fr>)

**6 février 2010**

Alors que les Etats-Unis se présentent comme les défenseurs de la Démocratie, ils ont organisé le trucages des élections en Italie, deux coups d'Etat invisibles, et n'ont pas hésité à faire exécuter le Premier ministre Aldo Moro. Dans ce sixième volet de son étude sur le Gladio, l'historien suisse Danièle Ganser retrace la manière dont Washington a contrôlé en sous-main la vie politique italienne, à l'insu des Italiens, durant cinquante ans.

L'anticommunisme états-unien fut à l'origine des nombreuses tragédies qui marquèrent l'histoire de la Première République italienne (1945-1993). Les preuves découvertes au cours des dix dernières années attestent que l'armée Gladio dirigée par les services secrets italiens prit, avec la complicité des terroristes d'extrême droite, une part active à cette guerre non déclarée. En l'absence d'envahisseur soviétique, les unités paramilitaires anticommunistes formées par la CIA se rabattirent sur des opérations internes visant à conditionner la vie politique nationale. Une enquête parlementaire chargée par le Sénat italien de faire la lumière sur Gladio et sur une série d'attentats mystérieux conclut à la fin de la Guerre froide que, dans le pays, « la CIA avait pu bénéficier d'une liberté maximale » due au fait que l'Italie avait, sous la Première République, vécu « dans une situation de division difficile voire tragique ». Cette division opposait les deux idéologies dominantes de la Guerre froide : à gauche, on trouvait le très populaire et très influent PCI, le parti communiste Italien, financé en sous-main par l'URSS ainsi que le puissant parti socialiste [1] tandis que de l'autre côté de l'échiquier s'activaient la CIA, les services secrets militaires italiens et leur armée Gladio mais aussi des mouvements terroristes d'extrême droite, recevant tous le soutien politique de la DCI conservatrice. [2]

Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Italie du dictateur fasciste Benito Mussolini s'était alliée à Hitler. Après la défaite des puissances de l'Axe, le président Franklin Roosevelt, le Premier ministre britannique Winston Churchill et le dirigeant de l'URSS Joseph Staline se rencontrèrent à Yalta, en Crimée, en février 1945, pour discuter du sort de l'Europe et prirent la décision, cruciale pour l'Italie, de placer la péninsule dans la sphère d'influence états-unienne. Afin de limiter le pouvoir des communistes, la CIA n'hésita pas à s'allier à la Mafia et aux terroristes d'extrême droite. Victor Marchetti, un agent de la CIA, expliqua un jour : « La CIA s'est appuyée sur l'anticommunisme viscéral de la Mafia pour contrôler l'Italie ». [3] Avant même la fin de la guerre, Earl Brennan, le chef de l'OSS en Italie, était intervenu auprès du ministre de la Justice US afin que celui-ci réduise la peine de 50 ans prononcée contre Charles « Lucky » Luciano dans le but de conclure un marché secret : en échange de sa libération, Luciano fournissait à l'armée états-unienne une liste des mafiosi siciliens les plus influents qui devaient appuyer le débarquement US de 1943 en Sicile. [4] Après la guerre, la CIA « eut à cœur d'entretenir cette amitié secrète avec la Mafia sicilienne » et c'est ainsi qu'« au nom de la lutte contre le communisme en Italie et en Sicile, les Américains abandonnèrent l'île à la pègre qui la contrôle encore aujourd'hui ». [5]

Les troupes US qui libérèrent le pays et instaurèrent en lieu et place de la dictature une démocratie fragile furent accueillies par les Italiens avec des drapeaux, du pain et du vin. Malgré cela, les Alliés « étaient inquiets de la situation politique de l'Italie et notamment de la menace du parti communiste dont l'influence ne cessait de croître, une situation déjà observée par le passé en Grèce et en Yougoslavie ». C'est pourquoi Londres et Washington décidèrent de changer de politique en cessant d'assister les partisans italiens, en majorité communistes, qui jouissaient d'un certain prestige auprès de la population en raison de leur résistance héroïque au fascisme. « Ce changement de politique fut vivement déploré » par les officiers de liaison britanniques et américains qui avaient combattu derrière les lignes ennemies aux côtés des communistes et « par les Italiens eux-mêmes ». [6] Et le mécontentement grandit encore lorsque les communistes italiens virent leurs anciens alliés recruter secrètement des fascistes vaincus et des membres

de l'extrême droite au sein de l'appareil d'État, « l'anticommunisme virulent, sur lequel s'étaient appuyés les fascistes pour accéder au pouvoir, était à présent une qualité très recherchée ». [7]

« Il est probable que des groupuscules d'extrême droite furent recrutés et intégrés au réseau *stay-behind* afin de pouvoir nous prévenir si une guerre se préparait », confirma plus tard Ray Cline, directeur adjoint de la CIA de 1962 à 1966, dans un reportage sur Gladio. « Dans cette optique, l'utilisation d'extrémistes de droite, à des fins de renseignement et non politiques, me semble ne poser aucun problème. » [8] Mais, loin de se cantonner à la collecte de renseignement, ceux-ci reçurent véritablement les clefs du pouvoir. Les États-Unis érigèrent la DCI, la Démocratie chrétienne italienne, comme un rempart face au communisme, « un ramassis de collaborationnistes, de monarchistes et de fascistes irréductibles ». [9] Alcide De Gasperi, de la DCI, fut nommé Premier ministre et dirigea huit gouvernements successifs entre 1945 et 1953 [10]. « En l'absence d'une véritable purge, la vieille bureaucratie fasciste parvint à se maintenir. » [11] Le Premier ministre De Gasperi et le ministre de l'Intérieur Mario Scelba supervisèrent personnellement « la réintégration de fonctionnaires profondément compromis avec le régime fasciste ». [12]

Le prince Valerio Borghèse, surnommé « le Prince noir », fut l'un de ces fascistes notoires recrutés par les États-Unis. À la tête de la Decima MAS (XMAS), un corps d'élite de 4 000 hommes créé en 1941 et placé sous commandement nazi, il avait dirigé une campagne d'extermination des résistants sous la République de Salo et s'était spécialisé dans la traque et l'exécution des communistes italiens. Capturé par des résistants à la fin de la guerre, il fut sur le point d'être pendu lorsque, le 25 avril 1945, l'amiral Ellery Stone, proconsul états-unien de l'Italie occupée et ami proche de la famille Borghèse, ordonna à James Angleton, un employé de l'OSS qui allait devenir le plus célèbre des agents de la CIA, de lui venir en aide. Angleton fournit au Prince noir un uniforme d'officier US et l'escorta jusqu'à Rome où il devait répondre de ses crimes de guerre. Grâce à la protection des États-Unis, Borghèse fut finalement déclaré « non coupable ». [13] L'agent de la CIA Angleton fut décoré de la Legion of Merit de l'armée des États-Unis pour ses actes « exceptionnellement méritoires » et poursuivit sa carrière à la direction du contre-espionnage de la CIA, « devenant l'incarnation même du contrôle exercé par les USA sur les mouvements politiques et les groupes paramilitaires néo-fascistes et d'extrême droite de l'Italie d'après-guerre ». [14] À l'instar de nombreux soldats de la Guerre froide, « l'ennemi avait simplement changé de forme aux yeux d'Angleton » après la défaite de l'Axe, comme l'écrivirent ses biographes, « le marteau et la faucille avaient remplacé la croix gammée ». [15]

En 1947 furent créés à Washington le NSC et la CIA. L'Italie, en raison des « attaques continuelles de son puissant parti communiste » dont elle était la cible, eut le triste privilège d'être le premier pays à faire l'objet d'une guerre secrète et non déclarée de la CIA. La mission que s'était fixée l'Agence était claire : empêcher la gauche italienne de remporter les premières élections nationales de l'après-guerre, qui devaient se dérouler le 16 avril 1948. Le président Harry Truman était très contrarié car le PCI, le plus grand parti communiste d'Europe de l'Ouest, et le PSI venaient de s'allier pour former le Fronte Democratico Popolare (FDP). Les observateurs prédisaient une victoire du FDP au Parlement, en se basant sur les bons scores obtenus par la coalition de gauche lors des dernières élections municipales où la DCI soutenue par les États-Uniens avaient souvent été battue. L'OPC, le département des opérations spéciales de la CIA, qui, sous la direction de Frank Wisner, mit sur pied le réseau Gladio, injecta donc 10 millions de dollars dans le parti démocrate chrétien. Dans le même temps, communistes et socialistes furent la cible de campagnes de diffamation. Entre autres coups tordus, la CIA publia des pamphlets calomnieux et anonymes sur la vie sexuelle et privée des candidats du PCI et leur prêtant des contacts avec les fascistes et/ou des mouvements anticléricaux. Cette stratégie consistant à viser spécifiquement les sièges susceptibles d'apporter une majorité à la DCI plutôt que de miser sur une large victoire porta ses fruits dans chacune des plus de 200 circonscriptions retenues à l'exception de deux. Lors du vote, la DCI rassembla finalement 48 % des suffrages et obtint ainsi 307 sièges au Parlement tandis que le FDP dut se contenter de 31 % des voix et de 200 sièges. [16] La répression brutale qui répondit aux protestations de la population et de la gauche en particulier firent un « nombre considérable de victimes pendant les manifestations et les occupations de locaux ». [17]

Le président Truman fut très satisfait des résultats obtenus et devint un adepte des opérations clandestines. Dans sa fameuse « Doctrine Truman » de mars 1947, il avait spécifié : « Nous ne devons reconnaître aucun gouvernement imposé à une nation par une force ou une puissance étrangère », fondant ainsi la politique étrangère des États-Unis sur « le Droit et la Justice » et refusant toute « compromission avec le mal ». [18] Cependant si les élections italiennes s'étaient soldées par autre chose qu'une victoire de la DCI soutenue par les USA, l'Italie aurait alors pu sombrer, comme la Grèce, dans la guerre civile. Pendant et après les élections, des bâtiments de guerre US patrouillèrent au large de la péninsule et des forces terrestres

restèrent en alerte. George Kennan, le chef du bureau de planification politique du département d'État chargé de développer les programmes à long terme nécessaires à l'atteinte des objectifs de politique étrangère, préconisait purement et simplement une intervention militaire des USA dans le cas d'une victoire des communistes aux élections. [19] Suite aux révélations sur Gladio, le président italien Francesco Cossiga confirma qu'une faction paramilitaire de la DCI se tenait prête à intervenir si cela avait dû se produire. Équipé d'un fusil automatique Stern, de chargeurs et de plusieurs « grenades à main », Cossiga faisait lui-même partie du commando. « J'étais armé jusqu'aux dents et je n'étais pas le seul. » L'armement des paramilitaires de la DCI avait été « acheté grâce à de l'argent mis à leur disposition par le parti ». [20]

Après que le PCI eut été écarté du gouvernement, l'Italie gouvernée par la DCI pro-US fut invitée, le 4 avril 1949, à rejoindre l'OTAN nouvellement créée, en qualité de membre fondateur. Quelques jours seulement auparavant, le 30 mars 1949, l'Italie s'était dotée de son premier service de renseignement militaire depuis 1945, né de la collaboration avec la CIA. Intégrée au ministère de la Défense, l'unité secrète fut baptisée SIFAR et placée sous la direction du général Giovanni Carlo. Sous la Première République, le SIFAR s'immisça à de nombreuses reprises dans les affaires politiques de l'Italie et sa division « Office R » se chargea du commandement de l'armée *stay-behind* anticommuniste Gladio. [21] « La coïncidence entre l'adhésion de l'Italie à l'OTAN et le rétablissement de sa capacité de renseignement est loin d'être fortuite », observa à juste titre l'expert en services secrets Philipp Willan, « elle nous renseigne sur les buts fondamentaux des services secrets de l'Italie d'après-guerre et sur les intentions de ceux qui ont permis leur rétablissement ». [22]

Le SIFAR fut dès sa création « régulé par un protocole top secret imposé par les États-Unis qui constitue un renoncement total à la souveraineté nationale ». Selon ce protocole, établi en coordination avec le programme de l'OTAN, les obligations du SIFAR à l'égard de la direction de la CIA aux USA auraient compris le partage du renseignement collecté et le respect d'un droit de regard sur le recrutement du personnel, lequel devait impérativement recevoir l'approbation de la CIA. [23] En effet, le SIFAR n'était pas indépendant mais sous la coupe de la CIA. Ou plutôt, comme le décrit Paulo Taviani, ministre de la Défense italien entre 1955 et 1958 : les services secrets italiens étaient dirigés et financés par « les types de Via Veneto », autrement dit, la CIA et l'ambassade des États-Unis à Rome. [24] Les sénateurs italiens remarquèrent également cette hégémonie de la CIA : « Gladio a été créé suite à un accord entre deux services secrets, l'un très important, l'états-unien, l'autre bien moins, l'italien ». [25]

En 1951, le général Umberto Broccoli fut nommé directeur du SIFAR et, en sa qualité de membre d'un « Comité Secret », rencontra régulièrement des représentants de la CIA, le responsable du commandement de l'OTAN pour l'Europe du Sud ainsi que des responsables de l'armée, de la Marine et de l'armée de l'Air italienne. [26] L'OTAN craignant l'influence du PCI, le SIFAR avait vocation à garantir la stabilité de l'Italie. Dans cette optique, l'armée secrète Gladio était sa pièce maîtresse. Le 8 octobre 1951, Broccoli écrivit au ministre de la Défense Efisio Marras au sujet de l'entraînement des Gladiateurs au Royaume-Uni et de la fourniture d'armes et d'explosifs par la CIA. Dans sa lettre, le général expliquait que le SIS avait offert d'entraîner les cadres du Gladio italien en échange de l'achat d'armement britannique par l'Italie. Dans le même temps, la CIA proposait, elle, de fournir les armes gratuitement, mais elle n'était pas en mesure de dispenser une formation du niveau de celle qu'offraient les Anglais. Les Italiens choisirent de ne pas choisir : ils envoyèrent leurs officiers recevoir la prestigieuse instruction des centres d'entraînement britanniques et conclurent simultanément avec les États-Unis un accord secret qui leur garantissait un approvisionnement gratuit en armes. Cela ne plut pas aux Britanniques. Lorsque le général Ettore Musco, qui succéda à Broccoli à la tête du SIFAR se rendit en Angleterre pour visiter le Fort Monckton, l'accueil fut particulièrement froid : « En 1953, les Britanniques, furieux de s'être fait rouler, reprochèrent au général Musco que "son service se soit livré corps et âme aux États-Unis" ». [27]

Œuvrant pour la politique anticommuniste secrète de l'OTAN, les représentants du SIFAR participaient régulièrement aux réunions Gladio des organes de commandement de l'OTAN, l'ACC et le CPC [28]. Peu de temps avant de quitter ses fonctions, le président Cossiga prétendit lors d'un entretien télévisé que l'armée secrète Gladio était née en Italie en 1951 de l'inquiétude « de ce qui pourrait arriver si l'Europe était envahie ». « Il fut convenu que trois pays, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, seraient des membres permanents et que les autres seraient des membres associés, ce qui concernait le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, la Grèce et la Turquie », expliqua Cossiga en faisant référence au CPC, le comité de direction du réseau Gladio. « L'Italie fut invitée à participer en qualité de membre associé. Elle déclina l'offre et demanda à devenir un membre permanent mais ne reçut alors pas de réponse. En 1956, l'Allemagne rejoignit le groupe. » Le président insistait sur le secret entourant ces

opérations. « La ligne de conduite de l'OTAN consistait à nier l'existence de tout ce qu'il avait été convenu de garder secret. » [29]

Dans un document top secret du NSC, le Conseil National de Sécurité états-unien, signé de la main de Truman le 21 avril 1950, le président soulignait que « l'Italie est la clef de la sécurité américaine », les USA doivent donc « être prêts à utiliser tout leur pouvoir politique, économique et, au besoin, militaire » pour combattre le PCI [30]. « Dans le cas où les communistes parviendraient à entrer au gouvernement de manière démocratique ou si ce gouvernement devait cesser de s'opposer fermement au communisme à l'intérieur et à l'extérieur du pays, les États-Unis doivent se préparer à prendre les mesures nécessaires », Truman mentionnait même explicitement la possibilité d'une invasion si « une partie du territoire italien tombait sous domination communiste des suites d'une insurrection armée ». À l'approche des élections, le plan conçu par les USA prévoyait : en phase 1 : le renforcement de « la présence militaire américaine en Méditerranée » ; phase 2 : « la phase d'alerte », les troupes US devaient envahir l'Italie à « la demande du gouvernement italien et après consultation de la Grande-Bretagne et des autres pays de l'OTAN ». Elles devaient se déployer « dans les zones de la péninsule contrôlées par le gouvernement pour une démonstration de force ». Enfin, la « phase 3, alerte rouge : les forces armées [états-uniennes] en effectifs suffisants » devaient « débarquer en Sicile et/ou en Sardaigne » afin « d'occuper et de défendre le territoire contre la résistance communiste locale ». [31]

Les craintes de Washington grandirent encore lors des élections de juin 1953 où, malgré les opérations spéciales de la CIA, la DCI, avec 40 % des voix, obtint seulement 261 sièges au Parlement, soit 46 de moins qu'en 1948. La coalition de gauche remporta, quant à elle, 218 sièges avec 35 % des suffrages. La CIA intensifia sa guerre secrète car « il y avait de bonnes raisons de redouter que si cette tendance observée entre 1948 et 1953 se poursuivait (...) la coalition formée par les communistes et les socialistes finirait par devenir la principale force politique du pays », selon l'analyse faite par William Colby, qui fut plus tard choisi pour diriger la CIA sous la présidence de Nixon. [32] En premier lieu, on décida qu'il fallait nommer un chef du SIFAR plus agressif. En 1955, Carmel Offie, haut responsable de la CIA et proche collaborateur du directeur d'alors Allen Dulles, se rendit en Italie où, avec le directeur de l'antenne locale, le COS Gerry Miller, il confia à Claire Boothe Luce, la ravissante ambassadrice des États-Unis à Rome, la mission de convaincre le ministre de la Défense italien Emilio Taviani de nommer le général Giovanni De Lorenzo à la tête du SIFAR. L'année suivante, De Lorenzo, un adversaire farouche du communisme acquis aux idées de Washington, prit donc le commandement du SIFAR et de ses armées secrètes. [33]

Avec sa moustache, ses lunettes et son allure militaire, De Lorenzo incarnait le figure du général à l'ancienne. Dans un document top secret daté du 26 novembre 1956 et signé de sa main, le patron du SIFAR évoque des « accords antérieurs » passés entre la CIA et ses services et précise que l'opération Gladio est en bonne voie. [34] Le document, contenant des données hautement sensibles, ne fut pas dévoilé aux sénateurs chargés de l'enquête parlementaire. « L'accord conclu entre le SIFAR et la CIA en 1956 concernant l'organisation *stay-behind* ne peut à présent pas être rendu public puisqu'il s'agit d'un engagement bilatéral classé top secret », expliqua l'amiral Fulvio Martini, directeur du SIFAR, à des sénateurs médusés qui avaient cru, à tort, que le SIFAR devait rendre des comptes au Parlement italien et pas à la CIA. « La déclassification du document, que j'ai déjà demandée le 13 décembre 1990 », précisa-t-il, « nécessite impérativement l'accord de l'autre partie impliquée ». [35]

Sur la liste des projets prioritaires du SIFAR, De Lorenzo plaça la construction d'un nouveau quartier général pour l'armée secrète, pour lequel la CIA n'hésita pas à déboursier 300 millions de lires. Etats-uniens et Italiens étaient convenus que pour des raisons de discrétion et de fonctionnalité le nouveau centre du Gladio ne devait pas être bâti sur le continent mais sur l'une des grandes îles de la côte Ouest de l'Italie. La Sardaigne fut retenue et le terrain acheté. Le colonel Renzo Rocca, chef du Bureau R qui dirigeait le Gladio local, fut chargé de superviser la construction de la nouvelle base où des soldats anticommunistes seraient équipés et entraînés par des instructeurs des Forces Spéciales US et britanniques. [36] Le « Centre d'Entraînement au Sabotage » (en italien CAG) était situé au Cap Marraggiu, près du village d'Alghero. Derrière les murs et les clôtures électrifiées, on construisit un petit port et des bunkers souterrains, on mit en place de puissants transmetteurs radio longue distance ainsi que des installations sous-marines destinées à l'entraînement des nageurs de combat ; enfin, deux courtes pistes d'atterrissage et un hélicoptère furent aménagés. D'autres bâtiments furent également ajoutés pour l'entraînement au maniement d'armes et d'explosifs ainsi que pour la formation idéologique. [37]

« Je me suis rendu pour la première fois à Capo Marraggiu en 1959 », témoigna le Gladiateur Ennio Colle suite à la découverte des armées secrètes. Le 27 novembre 1990, Colle avait reçu une lettre du directeur du

SISMI l'informant que « l'armée secrète avait été dissoute ». L'ancien combattant affirma que les membres de l'unité spéciale étaient maintenus dans l'ignorance au sujet de la dimension internationale du réseau et qu'ils ignoraient où ils avaient reçu leur entraînement : « Je ne savais pas où j'étais car ils nous transportaient dans des avions aux hublots obstrués ». Decimo Garau, un instructeur du CAG, lui-même formé en Grande-Bretagne, confirma à des journalistes que les Gladiateurs italiens étaient littéralement maintenus dans l'obscurité : « Ils arrivaient à bord d'un appareil maquillé et étaient ensuite conduits dans des navettes aux vitres masquées qui les déposaient devant leurs quartiers. L'entraînement pouvait alors commencer. » [38]

« En résumé, mon travail consistait à empêcher que les communistes ne s'emparent de l'Italie aux prochaines élections de 1958 », écrivit l'agent de la CIA William Colby dans ses mémoires. En automne 1953, il fut envoyé à Rome et placé sous les ordres du COS Gerry Miller. Les armées secrètes Gladio devaient permettre à la CIA « d'éviter que les défenses militaires de l'OTAN ne soient court-circuitées politiquement par une cinquième colonne subversive, le Partito Comunista Italiano (ou PCI) » dans le cadre de ce que Colby décrit comme « le plus vaste programme d'action politique clandestine jamais entrepris par la CIA ». Tout comme les communistes, les socialistes italiens subissaient eux aussi les attaques de la CIA qui orchestrait des campagnes de diffamation à leur endroit tout en finançant la DCI. « Nous n'allions tout de même pas abandonner la DCI que nous contrôlions au profit de socialistes imprévisibles. » Les manœuvres de Colby portèrent leurs fruits et, en 1958, la DCI consolida son pouvoir avec 42 % des voix et 273 sièges tandis que les communistes, avec leurs 23 %, devaient se contenter de 140 sièges et les socialistes de 84. [39]

Colby partageait l'enthousiasme du président Dwight Eisenhower pour les opérations secrètes suite au succès des coups d'État menés conjointement avec le MI6 qui renversèrent les gouvernements de Mossadegh en Iran en 1953 et d'Arbenz au Guatemala l'année suivante. En Italie, la manipulation des élections et le financement secret de la DCI « étaient si efficaces que ceux-là même qui bénéficiaient de notre aide en ignoraient parfois la provenance », raconta Colby, non sans une certaine fierté. « Les opérations politiques que menait la CIA en Italie et dans d'autres pays dans les années qui suivirent, au Chili par exemple, font aujourd'hui l'objet de critiques véhémentes », observe rétrospectivement Colby. « On ne peut plus nier à présent l'illégalité d'une telle "ingérence". Les lois en vigueur dans la plupart des pays du monde, y compris aux États-Unis, interdisent à tout gouvernement étranger de s'immiscer dans le processus politique interne du pays en question. » Toutefois, le vétéran de la Guerre froide soutient qu'« aider les mouvements démocratiques italiens à riposter à une campagne de subversion prosoviétique se justifie moralement ». [40]

Par le biais d'une directive top secrète, le Pentagone, qui partageait visiblement cette conception, ordonna à la CIA de lancer l'« Opération Demagnetize ». Il s'agissait d'entamer, en collaboration avec les services secrets militaires français et italiens, des « opérations politiques, paramilitaires et psychologiques » visant à affaiblir les communistes dans ces deux pays. La directive du Joint Chiefs of Staff datée du 14 mai 1952 soulignait : « Limiter l'influence des communistes en Italie et en France est un objectif prioritaire. Il doit être atteint par tous les moyens » y compris par le recours à une guerre secrète et à des opérations terroristes. « Il n'est pas indispensable que les gouvernements italiens et français soient informés du plan "Demagnetize" car celui-ci pourrait être perçu comme une violation de leur souveraineté nationale. » [41]

Après l'affectation de Colby au Vietnam, le directeur du SIFAR De Lorenzo poursuivit sa lutte contre le PCI et le PSI. Un document top secret intitulé *Les Forces Spéciales du SIFAR et l'Opération Gladio* et daté du 1er juin 1959 décrivait comment le programme de guerre non conventionnelle de l'OTAN et les opérations secrètes anticommunistes étaient coordonnées par le CPC, lui-même étroitement lié au SHAPE [42]. Il indiquait que, outre une invasion soviétique, l'OTAN redoutait également « une subversion intérieure » et, particulièrement en Italie, une progression du parti communiste. « Au niveau national, la possibilité d'une situation d'urgence telle que décrite plus haut a été et demeure la justification des activités spéciales du SIFAR. Celles-ci sont menées par la section SAD du Bureau R », spécifiait le document, faisant ainsi référence à l'armée secrète Gladio. « Parallèlement à cette résolution, le directeur du SIFAR a décidé, avec l'approbation du ministre de la Défense, de confirmer les accords antérieurs conclus à ce sujet entre les services secrets italiens et états-uniens, conformément au principe de collaboration mutuelle convenu dans le cadre des activités S/B (*stay-behind*), en vue de mener une opération conjointe. » Le général De Lorenzo précisait en conclusion que les accords passés entre la CIA et le SIFAR et datés du 26 novembre 1956 constituaient « le document de référence de l'Opération "Gladio" (nom donné aux opérations développées par les deux services secrets) ». [43]

Quand John F. Kennedy fut élu président en janvier 1961, la politique des USA vis-à-vis de l'Italie s'en trouva modifiée car, contrairement à ses prédécesseurs Truman et Eisenhower, Kennedy n'éprouvait aucune hostilité à l'égard du PSI. Il partageait une analyse de la CIA selon laquelle « la progression des socialistes, même sans intervention extérieure, est la preuve que la sensibilité de gauche tend, en Italie, vers une forme démocratique de socialisme ». [44] Cependant les ambitions de réforme de Kennedy se heurtèrent à la résistance tenace du département d'État et de la CIA. Le secrétaire d'État Dean Rusk rapporta avec horreur au président que Riccardo Lombardi du PSI avait publiquement réclamé la reconnaissance de la République populaire de Chine et le retrait des bases militaires US d'Italie, y compris celle de l'OTAN située près de Naples, et avait déclaré que le capitalisme et l'impérialisme étaient des ennemis à combattre. « Est-ce avec ce parti-là que les États-Unis doivent traiter ? » [45]

À Rome, l'ambassadeur Frederick Reinhardt et le COS Thomas Karamessines discutaient d'un moyen de stopper Kennedy. Ils s'adressèrent à Vernon Walters de la CIA, un partisan avéré de la lutte anticommuniste, « ayant participé directement ou indirectement à plus de coups d'État que quiconque dans l'administration états-unienne ». [46] Il déclara que si Kennedy permettait au PSI de remporter les élections, les USA devraient envahir le pays. Plus subtilement, Karamessines suggérait de renforcer les mouvements d'opposition à la gauche présents en Italie. [47] « Cela aboutit à une situation absurde dans laquelle le président Kennedy se trouvait opposé à son secrétaire d'État et au directeur de la CIA. » [48]

Kennedy venait de permettre à l'Italie de basculer à gauche. Les socialistes s'étant vu attribuer des portefeuilles ministériels, les communistes italiens, invoquant leurs bons résultats aux élections, réclamèrent eux aussi à entrer au gouvernement. En mai 1963, le syndicat des ouvriers du bâtiment manifesta à Rome dans ce but. La CIA s'en inquiéta et chargea des membres de l'armée secrète Gladio habillés en policiers et en civils de réprimer ces mouvements ; plus de 200 manifestants furent blessés. [49] Mais pour l'Italie, le pire restait à venir. En novembre 1963, le président Kennedy fut assassiné à Dallas, au Texas, dans des circonstances troubles. Cinq mois plus tard, la CIA, le SIFAR, l'armée secrète Gladio et les carabinieri déclenchèrent un coup d'État qui força les socialistes à renoncer à leurs ministères.

Ce putsch au nom de code « Piano Solo » était dirigé par le général Giovanni De Lorenzo, l'ancien chef du SIFAR, qui, sur ordre du ministre de la Défense Giulio Andreotti, un démocrate-chrétien, avait été nommé à la tête des carabinieri. Collaborant étroitement avec l'expert en guerre secrète de la CIA Vernon Walters, le chef de l'antenne romaine de la CIA William Harvey et le commandant des unités Gladio au sein du SID Renzo Rocca, De Lorenzo intensifia la guerre clandestine. Rocca employa pour la première fois son armée secrète à faire exploser les bureaux de la DCI et le siège de plusieurs journaux avant d'en accuser la gauche afin de discréditer les communistes et les socialistes. [50] Le 25 mars 1964, comme le gouvernement ne vacillait toujours pas, De Lorenzo ordonna à ses soldats de l'ombre « d'occuper à son signal les agences gouvernementales, les principaux centres de communication, les sièges des partis de gauche, les locaux des quotidiens les plus marqués à gauche ainsi que les bâtiments de la radio et de la télévision. Les agences de presse devaient être investies uniquement le temps nécessaire pour détruire les rotatives et rendre impossible la publication des journaux. » [51] De Lorenzo insista pour que l'opération soit menée « avec autant de détermination et de vigueur que possible et ne laisser aucune place à l'hésitation ou au doute » et, selon les termes du rapport d'enquête sur Gladio, il parvint à rendre ses soldats « enragés et exaltés ». [52]

Les Gladiateurs, qui s'étaient vus remettre une liste de proscription de plusieurs centaines de noms, avaient ordre de traquer les socialistes et les communistes y figurant, de les arrêter et de les déporter en Sardaigne où ils devaient être incarcérés au CAG. Le document intitulé *Les Forces Spéciales du SIFAR et l'Opération Gladio* spécifiait que : « Comme le quartier général des Opérations, le Centre d'entraînement au sabotage CAG est protégé par un système de sécurité particulièrement efficace et équipé d'installations et de matériel spécialement conçus pour les cas d'urgence ». [53] Dans une atmosphère de grande tension, l'armée secrète s'apprêtait à passer à l'action. Le 14 juin 1964, De Lorenzo donna le feu vert et entra dans Rome avec blindés, transports de troupes, jeeps et lance-grenades pendant que les forces de l'OTAN se livraient à de grandes manœuvres militaires dans la région, afin d'intimider le gouvernement italien. Le général prétexta habilement que cette démonstration de force avait lieu à la veille du 150e anniversaire de la création du corps des carabinieri, et, en compagnie du président italien Antonio Segni, issu de l'aile droite de la DCI et anticommuniste fanatique, ils assistèrent, radieux, au défilé des troupes. Les socialistes italiens remarquèrent que, contrairement à l'usage, les chars et les lance-grenades ne furent pas retirés après le défilé mais restèrent déployés dans Rome pendant tout le mois de mai et une partie de juin 1964. [54]

Très inquiet de la situation, le Premier ministre Aldo Moro rencontra secrètement le général De Lorenzo à Rome. Ce fut naturellement un « entretien très inhabituel entre un Premier ministre au cœur d'une tempête politique et un général rêvant de le remplacer pour instaurer un régime plus autoritaire ». [55] Après cette entrevue, les socialistes abandonnèrent leurs ministères sans protester et proposèrent leurs représentants les plus modérés pour la composition du second gouvernement Moro. « Ces partis politiques comprirent soudain qu'ils pouvaient être chassés du pouvoir. En cas de vacance du pouvoir résultant d'un échec de la gauche, la seule alternative aurait été un gouvernement de crise », rappela le socialiste Pietro Nenni des années plus tard, « ce qui dans le contexte politique du pays aurait signifié un gouvernement de droite ». [56] Après ce coup, les traces de Gladio furent maquillées. Quelques années plus tard, en juillet 1968, des enquêteurs voulurent interroger le commandant Renzo Rocca. Le Gladiateur se disait prêt à coopérer, mais la veille du jour convenu pour l'audition, il fut retrouvé mort, une balle dans la tête, dans son appartement privé de Rome. Un juge qui tentait d'élucider l'assassinat fut dessaisi du dossier par sa hiérarchie. [57] « Il ne fait aucun doute que cette opération servait les intérêts poursuivis par certains services de l'administration états-unienne », ne purent que constater les enquêteurs, tandis que l'historien Bernard Cook observa à juste titre que Piano Solo « portait la signature de Gladio ». [58] Suite à la découverte des armées secrètes, Ferraresi, un spécialiste du sujet, conclut que « la nature véritablement criminelle de ce plan est enfin reconnue aujourd'hui » et dénonce les conséquences dramatiques de Piano Solo qui a « tenu en échec et ruiné les efforts de la première coalition de gauche - peut-être la seule véritable tentative de projet réformateur dans l'Italie d'après-guerre ». [59]

Outre le coup d'État fomenté, le général De Lorenzo espionnait également, sur ordre du COS Thomas Karamessines l'ensemble de la classe dirigeante italienne. Il était surtout intéressé par les « comportements anormaux », c'est-à-dire les relations extraconjugales, homosexuelles et la fréquentation de prostitués, hommes ou femmes. Dans le langage fleuri de Langley, cela permettait à la CIA et au SIFAR de tenir les élites italiennes « par les couilles ». En menaçant de révéler certaines informations compromettantes en leur possession, ils purent ainsi faire pression pendant des années sur des politiciens, des ecclésiastiques, des hommes d'affaires, des responsables syndicaux, des journalistes ou des magistrats. De Lorenzo alla jusqu'à faire poser des micros au Vatican et au Palais du Premier ministre ce qui permit à la CIA d'écouter et d'enregistrer les conversations jusque dans les plus hautes sphères du pouvoir italien. La découverte des armées secrètes provoqua un choc considérable parmi la population et une enquête parlementaire sur les agissements du SIFAR révéla l'existence de dossiers très documentés sur les vies de plus de 157 000 citoyens italiens. Certains de ces dossiers étaient énormes, celui concernant le professeur Amintore Fanfani, un sénateur de la DCI qui avait assumé de très hautes fonctions dont celles de Premier ministre, était composé de 4 volumes, chacun épais comme un dictionnaire.

« Les gens étaient épiés par des caméras capables de réaliser des gros plans depuis une longue distance, leur correspondance était contrôlée, leurs conversations téléphoniques enregistrées, et des photographies relatives à leurs relations extraconjugales ou à leurs habitudes sexuelles étaient emmagasinées ». La Commission parlementaire présidée par le général Aldo Beolchini confirma également qu'« étaient conservées en priorité les données susceptibles de fournir un moyen de pression ». [60] Entendu par les enquêteurs, De Lorenzo fut forcé de reconnaître avoir constitué ces dossiers sur ordre des États-Unis et de l'OTAN. [61] Cet aveu suscita l'indignation des parlementaires de la commission. « Le plus grave dans cette affaire », insistèrent ses membres, « c'est que la collecte de renseignements pour le compte des pays de l'OTAN et du Vatican est devenue l'une des activités principales du SIFAR ». Les sénateurs étaient véritablement outrés. « Cette situation bafoue la Constitution. C'est une violation avérée de la souveraineté nationale, une violation des principes de liberté et d'égalité des citoyens et une menace constante pour l'équilibre démocratique de notre pays. » [62]

La guerre secrète de la CIA, en revanche, se situait en dehors du champ d'investigation des parlementaires italiens. Suite au scandale, le SIFAR fut rebaptisé SID et confié à la direction du général Giovanni Allavena. Le Parlement ordonna à De Lorenzo de détruire l'intégralité des dossiers secrets. Et c'est ce qu'il fit, non sans avoir pris la précaution d'en remettre une copie au représentant local de la CIA Thomas Karamessines et au général Giovanni Allavena, le nouveau patron des services secrets. C'était un cadeau d'une valeur inestimable qui permettait de contrôler l'Italie de l'intérieur. En 1966, Allavena fut remplacé dans ses fonctions par le général, Eugenio Henke, mais il ne renonça pas au combat anticommuniste pour autant. En 1967, il fut admis dans une loge maçonnique anticommuniste secrète baptisée « Propaganda Due », ou P2 en abrégé, et fit à son Vénérable, Licio Gelli, le don d'une copie des 157 000 dossiers secrets.

Des années plus tard, on découvrit à quel point le Vénérable de Propaganda Due Licio Gelli et la CIA avaient manipulé la vie politique italienne afin d'empêcher les communistes d'accéder au pouvoir. Né en

1919, Gelli n'avait reçu qu'une éducation partielle, ayant été exclu de l'école à 13 ans pour avoir frappé le directeur. À l'âge de 17 ans, il s'enrôla dans les Chemises noires et partit combattre en Espagne aux côtés des franquistes. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il servit comme sergent-major dans la Waffen SS de Hermann Goering et, à la fin du conflit, échappa de justesse aux partisans de la gauche italienne en rejoignant l'armée US. Frank Gigliotti de la loge maçonnique états-unienne recruta personnellement Gelli et lui confia la mission d'établir un gouvernement parallèle anticommuniste en Italie avec l'aide de l'antenne romaine de la CIA. Selon un rapport interne de l'antiterrorisme italien, « C'est Ted Shackley, l'homme qui dirigea toutes les opérations secrètes de la CIA en Italie dans les années soixante-dix, qui présenta le chef de la loge maçonnique à Alexander Haig ». Le général Haig, conseiller militaire de Nixon, qui commanda des troupes au Vietnam avant d'occuper les fonctions de SACEUR de l'OTAN entre 1974 et 1979, et le conseiller pour la Sécurité nationale Henry Kissinger « autorisèrent Gelli, à l'automne 1969, à recruter au sein de sa loge 400 officiers supérieurs de l'armée italienne et de l'OTAN ». [63] Pendant toute la durée de la Guerre froide, celui-ci entretint d'excellentes relations avec les États-Unis. En signe de confiance et de respect, Gelli fut invité à assister, en 1974, à la cérémonie d'investiture du président Gerald Ford ainsi qu'à celle de Carter trois ans plus tard. Lorsque Ronald Reagan fut élu à la Maison-Blanche en 1981, c'est avec fierté que Gelli reçut l'invitation de s'asseoir au premier rang. C'était l'homme de Washington en Italie et, à ses yeux, il protégeait le pays de la gauche et prétendait à ce titre « mériter une médaille ». [64]

En avril 1981, dans le cadre d'une enquête criminelle, des magistrats milanais perquisitionnèrent la villa de Licio Gelli à Arezzo et y découvrirent les dossiers de P2 dont on ignorait alors l'existence. Une enquête parlementaire dirigée par Tina Anselmi révéla ensuite, à la grande surprise du peuple italien, que la liste des membres de la loge anticommuniste secrète P2 saisie à Arezzo comportait au moins 962 noms et estimait les effectifs de l'organisation à environ 2 500. Ce véritable « Who's Who de l'Italie » rassemblait non seulement les individus les plus conservateurs mais également les plus influents du pays : 52 officiers supérieurs du corps des carabinieri, 50 hauts gradés de l'armée italienne, 37 responsables de la brigade financière, 29 officiers supérieurs de la Marine italienne, 11 préfets de police, 70 industriels fortunés et puissants, 10 directeurs de banques, 3 ministres en exercice, 2 anciens ministres, 1 président de parti politique, 38 membres du Parlement et 14 hauts magistrats. La liste comportait aussi des individus plus bas dans la hiérarchie sociale tels que des maires, des directeurs d'hôpitaux, des avocats, des notaires et des journalistes. Le nom le plus célèbre qui y figurait est celui de Silvio Berlusconi, qui fut élu président du Conseil en mai 2001, coïncidence : presque 20 ans jour pour jour après la découverte de l'existence de Propaganda Due. [65]

« Nous avons abouti à la conclusion définitive que la souveraineté italienne est limitée par l'ingérence des services secrets états-uniens et de la Franc-Maçonnerie internationale », regretta Antonio Bellochio, un communiste membre de la commission Anselmi, qui déplora également que, sous la présidence de Reagan, les parlementaires italiens aient négligé d'enquêter sur les liens unissant Propaganda Due et les USA. « Si la majorité des membres de la commission avaient approuvé notre analyse, ils auraient été forcés d'admettre qu'ils ne sont en fait que des pantins entre les mains des Etats-uniens et je doute qu'ils acceptent jamais de se rendre à cette évidence. » [66] Le rapport d'enquête faisait également remarquer que si la Franc-Maçonnerie est présente en Allemagne, en Espagne, en France, en Argentine, en Australie, en Uruguay, en Irlande, en Grèce, en Indonésie et dans la plupart des pays du monde, sa véritable maison mère se trouvait aux États-Unis où elle comptait pas moins de 5 millions de membres. [67] « Si la démocratie est un système de règles et de procédures qui définissent le cadre de l'action politique, qu'arrive-t-il quand un autre système vient se greffer, avec ses règles mystérieuses, ses procédures occultes, son pouvoir immense et sa capacité à se protéger des institutions légales par le mur du secret ? » s'interrogeaient les parlementaires tout en dénonçant la « dangerosité d'une telle activité extraparlamentaire ». [68]

Le gouvernement parallèle anticommuniste P2 et l'armée parallèle anticommuniste Gladio, tous deux financés par les États-Unis, travaillèrent en étroite collaboration durant la Première République italienne. Licio Gelli, qui, après la découverte de la loge P2, avait échappé à l'arrestation en se réfugiant en Afrique du Sud, fut fier de confirmer, après la fin de la Guerre froide, que l'armée secrète était composée d'anticommunistes farouches. « Bon nombre d'entre eux avaient combattu comme mercenaires lors de la guerre civile espagnole ou avaient servi sous la république fasciste de Salo. Ils ne recrutaient que des anticommunistes avérés. Je sais que c'était une organisation très structurée. Si l'influence des communistes s'étaient étendue en Italie, nous aurions, avec l'aide des Etats-uniens, livré une nouvelle guerre avec les armes qui nous auraient été larguées en quantité. » [69] Les Gladiateurs étaient bien payés, expliqua Gelli, car les USA investissaient en abondance dans le réseau : « Les Etats-uniens leur offraient beaucoup

d'argent, l'équivalent d'un très bon salaire. En plus, ils garantissaient un soutien financier aux familles des Gladiateurs tués au combat. » [70]

Gelli explique ainsi la double fonction de l'armée secrète : « Le but de Gladio et des organisations similaires qui existaient dans tous les pays d'Europe de l'Ouest était de contrer une invasion de l'Armée rouge ou un éventuel coup d'État d'un parti communiste ». « Le fait que, pendant toutes ces années, le PCI ne soit jamais parvenu au pouvoir malgré ses tentatives répétées, c'est à l'organisation Gladio qu'on le doit. » [71] En faisant implicitement référence aux nombreux attentats perpétrés en Italie, le documentariste Francovich demanda à Gelli : « Jusqu'où étiez-vous prêts à aller dans votre campagne contre le communisme ? », lequel répondit vaguement : « Ah, le communisme était l'ennemi numéro un. [Silence] Nous étions une association de croyants. Nous ne tolérons pas les non croyants. Nous voulions stopper le communisme dans son élan, éradiquer le communisme, combattre le communisme. » [72]

Comme après la mort de Kennedy, durant la présidence de Lyndon Johnson, les communistes et les socialistes italiens continuaient de jouir d'une grande popularité et d'obtenir de bons résultats aux élections, la droite italienne et la CIA poursuivirent leur guerre secrète. En 1965, suite au succès de l'Opération Piano Solo, le commandant du Gladio Renzo Rocca organisa, sur ordre de la CIA et du SIFAR, un congrès de l'extrême droite à Rome sur le thème de « la contre-révolution armée » et « la défense de l'Italie contre le communisme par tous les moyens nécessaires ». L'Institut Alberto Pollio, un groupe de réflexion de droite, servit de couverture au SIFAR et à la CIA pour la tenue de ce congrès au luxueux hôtel Parco dei Principi de Rome, du 3 au 5 mai 1965. Les militants d'extrême droite présents convinrent que « la Troisième Guerre mondiale a déjà commencé, même si elle se livre à un faible niveau d'intensité militaire ». Parmi les orateurs, Eggardo Beltrametti soulignait que : « C'est une lutte à mort et nous sommes résolus à éradiquer le communisme par tous les moyens. Nous préférons nous contenter de méthodes non violentes, mais nous ne devons pas exclure d'envisager d'autres formes de combat. » [73] L'enquête parlementaire italienne permit de découvrir que les participants de la tristement célèbre conférence du Parco dei Principi avaient régulièrement fait référence à une mystérieuse organisation militaire parallèle, dont on n'apprit que plus tard qu'il s'agissait de Gladio. [74]

Richard Nixon, qui devint président des États-Unis en janvier 1969, et Richard Helms, directeur de la CIA de juin 1966 à février 1973 qui organisa le coup d'État par lequel le dictateur Pinochet prit le pouvoir au Chili, partageaient l'analyse de l'extrême droite italienne. En effet, les agents de la CIA à Rome vécurent un nouveau cauchemar lors des élections de 1968, quand la DCI fut une fois encore battue par l'alliance des socialistes et des communistes tandis que, dans les rues, se multipliaient les manifestations non violentes des opposants à la guerre du Vietnam. La riposte survint le soir du 7 décembre 1970, quand Junio Valerio Borghèse, le célèbre fasciste italien sauvé en 1945 par James Angleton, déclencha le second coup d'État du Gladio, avec l'appui de la CIA. L'opération secrète était baptisée « Tora Tora », d'après le nom de code de l'attaque japonaise sur Pearl Harbor qui décida de l'entrée en guerre des USA le 7 décembre 1941. Le plan prévoyait, dans sa phase finale, l'intervention des bâtiments de guerre de l'OTAN et des États-Unis en alerte en Méditerranée.

À l'instar de Piano Solo, l'opération comportait l'arrestation des leaders syndicaux et des partis de gauche, de journalistes en vue et d'activistes politiques qui devaient ensuite être évacués par la mer et emprisonnés au centre Gladio, en Sardaigne. Plusieurs centaines d'hommes en armes commandés par Borghèse se déployèrent dans le pays pendant que des unités d'élite se rassemblaient dans Rome. À la faveur de l'obscurité, un détachement de paramilitaires emmené par le célèbre leader d'extrême droite Stefano Delle Chiaie parvint à investir le ministère de l'Intérieur, avec la complicité des gardes. Les conspirateurs s'emparèrent d'un lot de 180 mitraillettes et utilisèrent un camion pour les sortir du bâtiment et les faire parvenir à leurs complices. Une deuxième unité, comme le révéla l'enquête parlementaire sur Gladio, commandée par le parachutiste et partisan d'extrême droite Sandro Saccucci était chargée d'arrêter les fonctionnaires politiques. Un troisième groupe armé, comportant notamment des carabinieri ayant participé à Piano Solo, attendait dans un gymnase de la Via Eleniana, à Rome, prêt à intervenir. Dans la capitale, une unité clandestine, placée sous le commandement du général Casero devait occuper le ministère de la Défense. Sous les ordres du général Berti, un escadron d'hommes armés jusqu'aux dents et équipés de menottes se tenait à quelques centaines de mètres des bâtiments de la télévision et de la radio. Un autre groupe de putschistes, commandé par le général Amos Spiazzi, s'apprêtait à marcher sur Sesto San Giovanni, une banlieue ouvrière de Milan, fief de l'électorat communiste où la CIA prévoyait une forte résistance. [75]

L'Italie était au bord du coup d'État. Mais rien ne se passa. Au cours de la nuit du 7 au 8 décembre, peu avant 1 h 00, Borghèse, le leader du putsch, reçut un mystérieux coup de téléphone et l'opération fut annulée. Les conspirateurs abandonnèrent leurs postes stratégiques et regagnèrent leurs quartiers. Au Chili et en Grèce, l'extrême droite avait pris le pouvoir par un coup d'État suite à une forte progression des partis de gauche. Pourquoi le putsch a-t-il avorté en Italie ? Des membres de la Mafia, recruté par la CIA pour appuyer les conspirateurs, témoignèrent plus tard que les services de renseignement de l'URSS avaient eu connaissance du projet et que, suite à cela, les forces US et de l'OTAN avaient remarqué la présence d'un grand nombre de navires de guerre soviétiques en Méditerranée. « Si le coup d'État avorta et si rien ne fut finalement fait, c'est en partie parce qu'il y avait alors un grand nombre de bâtiments de guerre soviétiques en Méditerranée », déclara Tommaso Buscetta, un ponté de la Mafia, au juge Giovanni Falcone en 1984. [76] Un autre mafioso, Luciano Liggio, se lamente sur son sort : « Ils m'ont dit que les services secrets et les États-Uniens étaient pour. Je leur ai dit d'aller se faire voir et, du coup, j'ai écopé de la prison à vie. » [77]

D'après le plan conçu par la CIA et Borghèse, le monde et l'Italie auraient découvert, au matin du 8 décembre 1970, qu'un nouveau régime autoritaire de droite gouvernait la péninsule. « Les principes qui régissent notre politique depuis 25 ans et nous ont amené au bord de la faillite économique et morale sont révolus », devait déclarer Borghèse à la population lors d'une allocution à la télévision ce matin-là. « Les forces armées, les forces de l'ordre, les hommes les plus compétents et légitimes de cette nation sont avec nous et, vous pouvez en être sûr, nos pires ennemis, ceux qui ont voulu inféoder notre patrie aux puissances étrangères, ont été mis hors d'état de nuire. » Suite à cela, Borghèse et ses conjurés avaient imaginé de mettre en œuvre leur programme politique qui prévoyait « que soient maintenus les engagements militaires et financiers vis-à-vis de l'OTAN et que soit conçu un plan en vue d'un renforcement de la contribution de l'Italie à l'Alliance Atlantique » sans oublier la nomination d'une délégation spéciale qui devait se rendre aux États-Unis afin de discuter d'une contribution militaire de l'Italie à la guerre du Vietnam ! [78]

Qui passa ce mystérieux coup de téléphone qui arrêta la marche de l'armée Gladio peu après minuit ? Le directeur de la CIA William Colby suggéra à demi-mot que ce fut le président Nixon en personne. Dans ses mémoires, il écrit : « Bien sûr, elle [la CIA] a tenté un coup d'État militaire en 1970, sur ordre direct du président Nixon ». [79] Pour le président républicain, le monde se résumait à un champ de bataille où les communistes menaçaient de prendre le dessus, c'est pourquoi, à l'époque de Tora Tora, et tout en livrant la guerre du Vietnam, il bombardait également, avec peu de scrupules, le Cambodge voisin, tuant des milliers d'habitants de ce pays supposé neutre. [80] Remo Orlandini, un riche homme d'affaires italien proche de la droite prétendit que le président des États-Unis était également impliqué dans l'Opération Tora Tora. En 1973, au quartier général du SID, il eut une discussion en tête à tête à ce sujet avec le capitaine Antonio Labruna. Quand celui-ci l'interrogea sur « le soutien de l'étranger », Orlandini lui fit une réponse brève mais éloquente : « L'OTAN. Et l'Allemagne [de l'Ouest]. Pour ce qui est des militaires parce qu'on ne fait aucune confiance aux civils. » Labruna insista : « Il me faut les noms, et tout le reste parce que je connais assez bien la scène internationale ... », ce à quoi Orlandini répondit : « Écoutez, en Amérique, on avait le soutien de Nixon, et de son entourage. » Pour Orlandini, l'ordre qui mit un terme au putsch du Gladio pouvait très bien émaner d'un haut représentant de l'OTAN, « C'est pour ça que je vous dis que vous n'avez pas la moindre idée de l'ampleur et de l'importance de la chose », répéta-t-il à Labruna. [81]

Giovanni Tamburino, un magistrat du parquet de Padoue mena une enquête approfondie sur l'Opération Tora Tora et découvrit, à sa grande surprise et bien avant les révélations sur Gladio, qu'elle impliquait une mystérieuse armée secrète. Il fit procéder à l'arrestation de Vito Miceli, alors à la tête du SID et qui avait dirigé le Bureau de Sécurité de l'OTAN à Bruxelles. Tamburino inculpa Miceli pour avoir « promu, mis en place et organisé, avec l'aide de complices, une association secrète regroupant civils et militaires et destinée à provoquer une insurrection armée visant à modifier illégalement la Constitution et la composition du gouvernement ». [82] Les informations obtenues par le juge suggéraient l'existence au sein du SID d'une mystérieuse organisation armée, le nom de code Gladio n'ayant pas encore été révélé, cette structure fut appelée « Super-SID » lors des auditions. Au cours de son procès, le 17 novembre 1974, Miceli s'emporta : « Si je disposais d'un super-SID sous mes ordres ? Bien sûr ! Mais je ne l'ai pas monté moi-même dans le but de tenter un coup d'État. Je n'ai fait qu'obéir aux ordres des États-Unis et de l'OTAN ! » [83] En 1977, alors que le procès traînait en longueur, Miceli fut contraint de s'expliquer : « Il y a toujours eu une certaine organisation top secrète, connue des plus hauts personnages de l'État, agissant dans le domaine des services secrets et impliquée dans des activités qui n'avaient rien à voir avec le renseignement (...) Si vous voulez des détails, ne comptez pas sur moi. » [84] En 1990, quand le Premier ministre Andreotti divulgua

l'existence de Gladio, Miceli fut très contrarié et, jusqu'au jour de sa mort, il n'eut de cesse de pester contre ces révélations. [85]

Le colonel Amos Spiazzi fut lui aussi condamné à la prison car, lors du coup d'État de Borghèse, il avait rassemblé ses Gladiateurs à Milan pour mater les syndicats communistes. « Le jour du putsch de Borghèse, le 8 décembre 1970, je reçus l'ordre d'effectuer un exercice de maintien de l'ordre public, en faisant appel à des hommes de confiance », racontait-t-il dans un documentaire de la BBC consacré à Gladio. « Nous étions censés occuper à l'avance certains sites, qui seraient particulièrement sensible en cas de soulèvement populaire », expliquait-il, interviewé chez lui, devant une photo de lui en uniforme effectuant le salut nazi. « À cette époque-là, je savais simplement qu'il existait une structure composée d'anticommunistes fervents, mais qui ne devait être activée que dans l'hypothèse d'une invasion du pays », précisait le militant d'extrême droite. « Quand j'ai été arrêté en 1974, je me suis trouvé dans une situation délicate. Le juge m'interrogeait sans relâche, au bout d'un moment, j'ai compris qu'il pensait découvrir quelque chose de révolutionnaire ou d'anticonstitutionnel. Pour moi c'était une organisation de Sécurité nationale. » Le témoignage de Spiazzi était confus. « Le juge appartenait au même système que mes supérieurs. Pouvais-je lui dire certaines choses ? Non, à cause du secret militaire. » Spiazzi demanda donc au juge de pouvoir parler au directeur du SID Vito Miceli qui lui indiqua maladroitement de garder le silence sur Gladio. « Il m'a fait signe de ne rien dire [Spiazzi imita alors le geste de la main fait par Miceli au tribunal]. Mais le juge a remarqué ce signe. Son "non" [sur l'existence de Gladio] équivalait en fait à un "oui". » [86] Au total, 145 conspirateurs ayant pris part à Tora Tora furent inculpés, parmi lesquels seuls 78 furent réellement jugés. 46 furent reconnus coupables par le Tribunal de Rome, mais tous furent acquittés en appel. Ainsi, tous les Gladiateurs ressortirent libres de cette parodie de procès.

Au grand désarroi de la CIA et de l'administration Nixon, Tora Tora, ce coup d'État avorté, ne parvint pas à arrêter la gauche italienne. Lors des élections de 1972, la DCI pro-US n'obtint, avec 39 % des suffrages, qu'une courte victoire sur les communistes du PCI et les socialistes du PSI qui comptabilisèrent 37 %. [87] Et ce, malgré le fait que, sur ordre de Nixon, Graham Martin, l'ambassadeur des États-Unis à Rome, ait investi 10 millions de dollars dans des opérations secrètes et de corruption en faveur de la DCI, comme le révéla une enquête parlementaire états-unienne sur la CIA conduite par Ottis Pike. Tandis que Moscou soutenait financièrement le PCI, Washington arrosait la DCI, comme l'apprit Pike : « La CIA évalue le montant du financement de campagnes électorales par les USA au cours des 20 dernières années à environ 65 millions de dollars ». [88]

Comme les communistes et les socialistes italiens continuaient d'obtenir de très bons résultats aux élections et disposaient de nombreux sièges au Parlement, ils auraient naturellement dû être associés au gouvernement. Toutefois, le président Nixon était fermement opposé à une telle ouverture à gauche car il craignait de voir divulguer les secrets de l'OTAN. Suite au scandale du Watergate, ce grand partisan des opérations spéciales fut contraint de démissionner le 8 août 1974 ; le lendemain, en prenant ses fonctions à la Maison-Blanche, son vice-président Gerald Ford déclara : « Ce long cauchemar national est enfin terminé ». [89] Ces paroles trouvèrent un écho en Italie où beaucoup espéraient un tournant dans la politique états-unienne, le ministre des Affaires étrangères italien par intérim Aldo Moro de la DCI et le président Giovanni Leone se rendirent à Washington en septembre 1974 pour discuter de l'entrée de la gauche italienne au gouvernement. Leurs espoirs furent vite balayés. Ford pardonna tous les crimes commis durant la présidence Nixon et conserva les personnages clés de son administration. Au cours d'une confrontation musclée, Henry Kissinger, qui, après avoir été le conseiller à la Sécurité nationale de Nixon, occupait à présent le poste de secrétaire d'État, déclara aux représentants italiens que la gauche ne devait en aucun cas entrer au gouvernement. L'Italie devait rester fortement impliquée dans l'OTAN. Cette visite officielle accabla Aldo Moro qui, après les opérations Piano Solo et Tora Tora, ne se faisait plus d'illusions sur l'indépendance de la Première République Italienne vis-à-vis des États-Unis.

À son retour en Italie, Moro fut souffrant pendant des jours et envisagea de se retirer complètement de la vie politique. « C'est l'une des rares fois où mon mari me fit part de ce qu'on lui avait dit, sans toutefois me dire de qui cela provenait », témoigna plus tard Eleonora Moro. « Je vais tenter de me souvenir de ses mots : "Vous devez renoncer à votre politique consistant à collaborer directement avec chacune des forces politiques de votre pays. Faites-le maintenant ou vous le paierez très cher." » [90] Lors des élections législatives de juin 1976, le PCI réalisa le meilleur score de son histoire, 34,4 %, infligeant une cinglante défaite à la DCI. En conséquence, Aldo Moro, Premier ministre démocrate chrétien, se décida à passer outre l'interdiction formulée par les États-Unis. Le 16 mars 1978, emportant dans son attaché-case les documents du « compromis historique » (*compromesso storico*), il ordonna à son chauffeur de le conduire, en compagnie de ses gardes du corps, au Palais du Parlement italien, à Rome, où il était résolu à présenter

son programme intégrant les communistes à l'exécutif italien. La voiture de Moro approchait du carrefour de la Via Mario Fani et de la Via Stresa, dans le quartier résidentiel où il habitait, quand une Fiat blanche fit soudain marche arrière et vint se mettre en travers de la route. Le chauffeur du président freina si brutalement que la voiture d'escorte vint percuter l'arrière du véhicule. Les 2 occupants de la voiture blanche et 4 autres individus qui attendaient dans la rue ouvrirent le feu sur les 5 gardes du corps de Moro. Le président, qui paraissait inquiet depuis son retour de Washington, avait demandé une voiture blindée, mais sa requête avait été rejetée. Les balles transpercèrent donc sans mal la carrosserie tuant sur le coup les gardes du corps. L'un d'eux parvint toutefois à faire feu deux fois sur les assaillants, mais il fut achevé à bout portant en même temps que ses deux collègues survivants. Moro fut capturé et retenu en otage dans le centre de Rome pendant 55 jours. Puis, on découvrit son corps criblé de balles dans le coffre d'une voiture abandonnée dans le centre de Rome, et garée symboliquement à mi-chemin du siège de la DCI et de celui du PCI.

L'Italie était sous le choc. Les services secrets militaires et le Premier ministre en fonction, Giulio Andreotti, accusèrent l'organisation terroriste d'extrême gauche les Brigades Rouges et prirent des mesures énergiques contre la gauche. 72 000 barrages furent dressés et 37 000 maisons fouillées. En moins de deux mois, plus de 6 millions de personnes furent entendues. Durant la captivité de Moro, sa famille proche vécut 5 semaines d'angoisse, son épouse Eleonora demanda même de l'aide au Pape Paul VII, un vieil ami de son mari. « Il m'a dit qu'il ferait tout son possible et je sais qu'il a essayé, mais il a rencontré trop de résistance ». [91] L'otage Moro lui-même comprit qu'il était victime d'un crime politique dans lequel les Brigades Rouges étaient instrumentalisées par la droite dure et les États-Unis. Dans sa dernière lettre, il demanda qu'aucun représentant de la DCI corrompue ne soit présent à son enterrement. « Embrasse tout le monde pour moi », écrivit-il à sa femme et à ses enfants, pleinement conscient qu'il allait bientôt mourir. « Transmets-leur toute ma tendresse. Sois forte, ma douce, dans cette épreuve si absurde et incompréhensible. Telle est la volonté du Seigneur. Entretiens mon souvenir dans le cœur de tous nos amis, je vous embrasse chaudement en signe de mon éternel amour. J'aimerais savoir, avec mes yeux de simple mortel, sous quelle forme nous nous retrouverons dans l'autre monde. » [92]

La commission sénatoriale chargée d'enquêter sur Gladio et le terrorisme soupçonna la CIA et les services secrets militaires italiens, et notamment leurs escadrons Gladio, d'avoir organisé l'assassinat de Moro. Elle rouvrit donc le dossier, mais découvrit avec stupeur que presque tous les documents relatifs à l'enlèvement et au meurtre de Moro avaient mystérieusement disparu des archives du ministère de l'Intérieur. Les dossiers contenaient toutes les transcriptions des communications téléphoniques officielles, les lettres échangées entre Moro et le gouvernement, les contacts pris avec les forces de sécurité et les minutes des réunions organisées durant les 55 jours que dura la captivité du Premier ministre. Le Sénat s'insurgea contre « la disparition des documents de la cellule de crise du ministère de l'Intérieur » et souligna que « l'affaire Moro doit être envisagée dans un contexte plus large » puisqu'il est nécessaire de « replacer les faits dans la réalité politique de l'époque ». Il conclut que l'assassinat d'Aldo Moro était « un projet criminel dans lequel les Brigades Rouges furent vraisemblablement les instruments d'un jeu politique plus vaste ». [93] Les sénateurs remarquèrent également qu'en 1978 « l'administration des États-Unis refusa tout d'abord de coopérer dans le cadre de l'enquête sur l'enlèvement et qu'elle envoya plus tard un seul expert en prise d'otage qui travailla sous la direction du ministère de l'Intérieur ». [94]

La tragédie de l'histoire italienne atteignit son paroxysme pendant les années de présidence de Richard Nixon, quand la droite répandit le sang et la terreur dans le pays et le conduisit au bord de la guerre civile. Les terroristes posaient des bombes dans les lieux publics et désignaient les communistes comme responsables afin d'affaiblir l'influence du PCI et du PSI. « Son implication supposée dans les attentats de Bologne [95] est potentiellement l'accusation la plus sérieuse portée contre Gladio », titra la presse quand, en 1991, la Commission parlementaire chargée d'enquêter sur Gladio et le terrorisme reçut un mémorandum anonyme suggérant que les explosifs utilisés à Bologne provenaient d'un arsenal de Gladio. [96] Le général Gerardo Serravalle, qui avait commandé les unités Gladio au sein du SID entre 1971 et 1974, confirma par la suite qu'à son grand regret, certains Gladiateurs « ont pu passer d'une logique défensive post-invasion à une logique offensive de guerre civile ». [97] Lorsqu'un journaliste de la BBC lui demanda pourquoi, compte tenu du danger manifeste, il n'avait pas décidé de démanteler le réseau, Serravalle répondit : « Et bien, le démanteler relevait d'une décision politique, qui était hors de ma sphère de compétences ». [98]

C'est la CIA qui contrôlait l'armée secrète italienne et, quand Serravalle fit part de ses inquiétudes concernant les opérations intérieures du réseau clandestin, il se heurta au COS Howard Stone, le chef de l'antenne romaine de l'Agence, qui suspendit les aides fournies par la CIA. « En prenant mes fonctions, j'ai remarqué que le financement états-unien, prévu par des accords bilatéraux, et en particulier

l'approvisionnement en armes et en matériel, avait été interrompu. » Furieux, Serravalle convoqua Stone au quartier général du Gladio, en Sardaigne. Quand le COS s'y rendit, en compagnie de l'officier de la CIA Mike Sednaoui, Serravalle leur dit : « Voici notre centre d'entraînement, etc... Vous pourriez nous aider à atteindre notre potentiel maximal. Alors pourquoi nous couper vos aides ? Si c'est une décision de votre gouvernement, nous l'acceptons. Mais vous nous devez une explication. » Il comprit peu après que « la CIA, que représentaient ces deux agents, n'était pas tant intéressée par le niveau de notre entraînement que par les possibilités de contrôle interne. En d'autres termes notre capacité à réprimer des soulèvements populaires, à saboter des grèves nationales et, par-dessus tout, à contrer la progression du parti communiste. M. Stone expliqua clairement que le soutien financier de la CIA dépendait uniquement de notre disposition à programmer et à mettre en application —appelons-les ainsi— des mesures internes. » [99]

« Il apparaît sans l'ombre d'un doute que des éléments de la CIA ont entrepris, dans la deuxième moitié des années soixante, une vaste opération visant à contrer, par tous les moyens nécessaires, le développement de groupes et de mouvements de gauche dans toute l'Europe », conclut en 1995, le rapport final de 370 pages de l'enquête du Sénat italien sur Gladio et le terrorisme. « Il se dégage de cette analyse l'image d'un pays qui, pendant plus de 40 ans, a vécu dans un climat délétère de division. Les tensions qui ont caractérisé ces 4 décennies trouvent probablement leur origine dans la réalité sociale interne du pays. Cependant, ces tensions n'auraient pu perdurer, elles n'auraient pu atteindre cette dimension tragique, et la recherche de la vérité n'aurait été entravée à de si nombreuses reprises, si la situation politique intérieure n'avait été conditionnée et contrôlée par le système international dans lequel s'inscrivait l'Italie. » [100]

Au regard de la violence qui avait caractérisé l'histoire de la Première République Italienne —les statistiques officielles indiquent 491 civils tués et 1 181 autres blessés et mutilés entre 1969 et 1987— cette formulation parut trop frileuse aux membres de la commission issus de la gauche. Ils poursuivirent toutefois leurs investigations, sous la présidence du sénateur Pellegrini, et continuèrent à entendre des témoins et à examiner des documents. En juin 2000, ils présentèrent leur rapport final de 326 pages concluant que : « Ces massacres, ces attentats et ces opérations militaires ont été organisés, encouragés ou soutenus par des hommes au sein même des institutions italiennes et, comme il a été découvert plus récemment, par des hommes liés aux structures du renseignement états-unien ». [101]

Pour étayer cette conclusion lourde d'implications, le rapport de 2000 sur Gladio incluait plusieurs témoignages de Gladiateurs. Le soldat de l'ombre Giuseppe Tarullo, qui était entré au SIFAR en 1961, avait déclaré sous serment aux sénateurs que, parallèlement à la préparation d'une invasion, leur tâche avait également consisté à contrôler les communistes italiens : « Même entre nous, nous parlions de mission interne. On racontait que la structure, avec ses connections à l'étranger, aurait également été activée pour contrer une subversion interne, avec l'appui des Forces Spéciales. Par subversion interne, nous entendions un changement de gouvernement contraire à la volonté du pouvoir en place. » [102] Le Gladiateur Giuseppe Andreotti l'exposa comme suit aux sénateurs : « La structure Gladio répondait à une logique interne, en ce sens que, comme je l'ai déjà expliqué, elle devait s'opposer à la prise du pouvoir par un régime réprouvé par la population, c'est-à-dire une dictature de droite ou de gauche ». [103]

Le Gladiateur Manlio Capriata, qui, avec le rang de général, avait dirigé le Bureau R au sein du SIFAR entre février et juin 1962, témoigna devant les sénateurs : « Je confirme que la section V, et par conséquent l'organisation S/B [*stay-behind*] et le CAG [le *Centro Addestramento Guastatori*, en Sardaigne] avaient une fonction antisubversive dans le cas où les forces politiques de gauche seraient parvenues au pouvoir ». [104] Compte tenu des preuves amassées, le sénateur Valter Bielli conclut : « Je suis convaincu que l'intervention des Etats-Unis en Italie est à présent un fait historique avéré ». À Washington, l'administration Clinton, plutôt embarrassée, préféra s'abstenir de tout commentaire tandis qu'une source anonyme de l'ambassade US à Rome déclara : « Ce sont les mêmes accusations que l'on entend depuis 20 ans, elles ne sont absolument pas fondées ». [105]

Mais le sénateur Bielli refusait d'en démordre, il affirma : « Ils se sont ingérés pour empêcher une victoire démocratique du parti communiste. La menace rouge n'existe plus et il serait souhaitable que les Etats-Unis eux-mêmes nous aident à clarifier ce qui s'est passé. » Alors que l'ex-Union soviétique ouvrait ses archives, les États-Unis ne laissaient rien filtrer. « Pendant la Guerre froide, l'Est était sous domination communiste, mais l'Ouest lui aussi est d'une certaine manière devenu une colonie états-unienne », se plaignit Bielli. Aldo Giannuli, un historien travaillant comme consultant auprès de la commission parlementaire insista à raison sur la nécessité d'étendre à présent l'enquête au niveau international et d'examiner les documents de l'Alliance Atlantique : « Le vrai problème aujourd'hui, c'est d'obtenir l'accès aux archives de l'OTAN ». [106]

[1] S'il est avéré que le PCI a reçu un important soutien financier de Moscou, les relations exactes entre celui-ci et le Parti communiste soviétique pendant la Guerre froide font toujours débat parmi les historiens. Sergio Romano, ambassadeur d'Italie en URSS de 1985 à 1989, rapporta que jusqu'à la fin des années 1970, la plupart des ressources financières du PCI provenaient du Parti communiste soviétique. Parmi les enquêtes menées sur ces liens entre le PCI et Moscou figurent : Joan Barth *Urban, Moscow and the Italian Communist Party : From Togliatti to Berlinguer* (Cornell University Press, Ithaca, 1986), Gianni Cervetti, *L'Oro di Mosca : La Verità sui Finanziamenti Sovietici al PCI Raccontata dal Diretto Protagonista* (Baldini & Castoldi, Milan, 1993, réédité en 1999) et Valerio Rima, *Oro da Mosca. I Finanziamenti Sovietici al PCI dalla Rivoluzione d'Ottobre al Crollo dell' URSS* (Mondadori, Milan, 1999).

[2] Senato della Repubblica. Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi : *Il terrorismo, le stragi ed il contesto storico politico*. Redatta dal presidente della Commissione, Senatore Giovanni Pellegrino. Rome, 1995, p.20. Ce rapport du Sénat italien constitue l'un des documents de référence sur Gladio et plus généralement sur les actions clandestines menées par les États-Unis en Italie. Il traite de Gladio, du terrorisme et d'attentats non résolus. Afin d'éviter toute confusion avec le second rapport sénatorial, lui aussi très intéressant, présenté en 2000, le premier document sera appelé le Rapport de l'enquête sénatoriale de 1995 sur Gladio et les attentats .

[3] Magazine italien *Panorama* du 10 février 1976. Cité dans le *Rapport de l'enquête sénatoriale de 1995 sur Gladio et les attentats*, p.13.

[4] Roberto Faenza, *Gli americani in Italia* (Editore Feltrinelli, Milan, 1976), p.10–13. Les connexions entre les USA et la mafia avaient déjà été révélées en 1951 par une enquête du Sénat des États-Unis dirigée par le sénateur Kefauver. Voir les *US Senate Special Committee, Hearings on Organised Crime and Interstate Commerce*, part 7, p.1181 (1951). L'historien italien Roberto Faenza fut l'un des premiers à prendre la mesure de l'impact considérable des opérations clandestines états-uniennes en Italie. Son premier ouvrage sur le sujet, écrit avec Marco Fini et paru en 1976, se concentrait sur les années d'après-guerre et s'intitulait sobrement : *Gli Americani in Italia*. On pouvait lire dans la préface : « Pour de nombreuses personnes dans le monde entier, y compris pour le citoyen états-unien moyen, il fut difficile et douloureux d'admettre que les États-Unis constituent la force la plus conservatrice et la plus contre-révolutionnaire du monde. C'est pourtant ce que démontre ce livre en révélant les interventions secrètes du gouvernement US dans les affaires internes du peuple italien (...) la situation est comparable à ce qu'ont révélé d'autres enquêtes en Grèce, en Iran, au Guatemala, en République Dominicaine et dans de nombreux autres pays (...) Il est particulièrement difficile de regarder cette vérité en face. »

[5] Quotidien britannique *The Observer* du 10 janvier 1993. Référence au documentaire *Allied to the Mafia*, diffusé en janvier 1993 sur la chaîne BBC2.

[6] Mackenzie, W. J. M., *History of the Special Operations Executive : Britain and the resistance in Europe* (British Cabinet Office, Londres, 1948), p.842 and 853. Les USA ont appliqué dans la zone Pacifique, et notamment aux Philippines, cette stratégie consistant à appuyer puis à affaiblir des guérillas d'extrême gauche pendant la Seconde Guerre mondiale. Le Japon avait envahi les Philippines en janvier 1942. Les États-Unis soutenaient et entraînaient des partisans aux orientations politiques diverses en lutte contre l'opposition japonaise, dont le mouvement gauchiste Huk qui représentait un puissant levier pour la révolution sociale. Mais, tout comme en Italie et en Grèce, les anciens frères d'armes furent sacrifiés. Une fois le Japon vaincu, les USA confisquèrent les armes de la guérilla et les Huks furent massacrés en présence d'officiers US, une opération qui dura au moins jusqu'en 1945. L'historien états-uniens Gabriel Kolko commente : « Les dirigeants Huks croyaient naïvement que les Américains les toléreraient ». Voir Gabriel Kolko, *Century of War Politics, Conflict, and Society since 1914* (The New Press, New York, 1994), p.363.

[7] Geoffrey Harris, *The Dark Side of Europe : The Extreme Right Today* (Edinburgh University Press, Edimbourg, 1994), p.3 and 15.

[8] Allan Francovich, *Gladio : The Ringmasters*. Premier des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé le 10 juin 1992 sur BBC2.

[9] William Blum, *Killing Hope : US Military and CIA Interventions since World War II* (Common Courage Press, Maine, 1995), p.28. Version française : *Les guerres scélérates* (Parangon, 2004), ch. 2.

[10] A propos d'Alcide de Gasperi, voir « L'Opus Dei et l'Europe - Du recyclage des fascistes au contrôle des démocraties », par Thierry Meyssan, 22 mars 1995. Ndlr.

[11] Martin Lee, *The Beast Reawakens* (Little Brown and Company, Boston, 1997), p.100.

[12] Jonathan Dunnage, « Inhibiting Democracy in Post-War Italy : The Police Forces, 1943–48 » dans *Italian Studies*, n°51, 1996, p.180.

[13] Stuart Christie, *Stefano delle Chiaie* (Anarchy Publications, Londres 1984), p.6.

[14] *Ibid.*, p.4.

[15] Tom Mangold, *Cold Warrior : James Jesus Angleton ; The CIA's Master Spy Hunter* (Simon & Schuster, Londres, 1991), p.20. Mangold, le biographe d'Angleton ne fournit malheureusement aucun détail sur la collaboration de l'agent avec les fascistes après 1945 et ne relate pas le sauvetage de Borghèse par Angleton.

Le personnage de James Angleton a été incarné au cinéma par Matt Damon dans le film de Robert DeNiro *The Good Shepherd* (2006) [version française : *Raisons d'État* (2007)], et à la télévision par Michael Keaton dans la série *The Company* (2006). Ndlr.

[16] William Corson, *The Armies of Ignorance : The Rise of the American Intelligence Empire* (The Dial Press, New York, 1977), p.298 and 299. Du fait de sa nature clandestine, l'opération fut financée par de l'argent sale qu'il fallut blanchir. Corson explique que 10 millions de dollars furent d'abord retirés en espèces du Fond de Stabilisation Économique avant de transiter par des comptes personnels pour être finalement reversés sous forme de dons à des organismes écrans de la CIA.

[17] Christie, *delle Chiaie*, p.175.

[18] Denna Frank Fleming, *The Cold War and Its Origins 1917–1960* (Doubleday, New York, 1961), p.322.

[19] Thomas Powers, *The Man Who Kept the Secrets : Richard Helms and the CIA* (Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1980), p.30.

[20] Quotidien britannique *The Guardian* du 15 janvier 1992.

[21] Sous la Première République italienne le service de renseignement militaire dut changer son nom à de nombreuses reprises en raison des multiples scandales qu'il traversa. De sa création en 1949 à la première grande affaire en 1965, il porta le nom de SIFAR, il fut ensuite rebaptisé SID, tout en conservant la majeure partie de son personnel. En 1978, à la suite d'un nouveau scandale, le SID fut divisé en deux services qui sont toujours actives aujourd'hui. La branche civile fut placée sous le contrôle du ministère de l'Intérieur et baptisée SISDE (Servizio Informazioni Sicurezza Democratica) alors que la branche militaire demeura rattachée au ministère de la Défense sous le nom de SISMI.

#### **Directeurs des services secrets militaires**

général Giovanni Carlo	1949–1951 SIFAR
général Umberto Broccoli	1951–1953 SIFAR
général Ettore Musco	1953–1955 SIFAR
général Giovanni De Lorenzo	1956–1962 SIFAR
général Egidio Viggiani	1962–1965 SIFAR
général Giovanni Allavena	1965–1966 SID
général Eugenio Henke	1966–1970 SID
général Vito Miceli	1970–1974 SID

### Directeurs des services secrets militaires

général Mario Casardi	1974–1978	SID
général Giuseppe Santovito	1978–1981	SISMI
général Nino Lugaresi	1981–1984	SISMI
amiral Fulvio Martini	1984–1991	SISMI
Sergio Luccarini	1991	SISMI
général Luigi Ramponi	1991–1992	SISMI
général Cesare Pucci	1992–1993	SISMI
général Sergio Siracusa	1994–1996	SISMI
amiral Gianfranco Battelli	1996–2001	SISMI
général Nicolò Pollari	2001–2006	SISMI
amiral Bruno Branciforte	2006–2007	SISMI
amiral Bruno Branciforte	2008...	AISE

[22] Philip Willan, *Puppetmasters : The Political Use of Terrorism in Italy* (Constable, Londres, 1991), p.34.

[23] Mario Cogliatore (ed.), *La Notte dei Gladiatori. Omissioni e silenze della Repubblica* (Calusca Edizioni, Padoue, 1992), p.34.

[24] Quotidien britannique *The Observer* du 18 novembre 1990

[25] Rapport de l'enquête sénatoriale de 1995 sur Gladio et les attentats, p.49.

[26] Cogliatore, *Gladiatori*, p.133.

[27] Pietro Cedomi, « Service secrets, Guerre froide et 'stay-behind. 2e partie' : La mise en place des réseaux » dans le périodique belge *Fire ! Le Magazine de l'Homme d'Action*, septembre/octobre 1991, p.80.

[28] Allied Clandestine Committee (ACC) et Clandestine Planning Committee (CPC).

[29] Quotidien britannique *The Observer* du 7 juin 1992.

[30] *Memorandum, National Security Council to Harry S. Truman*, April 21, 1950, Bibliothèque du Réseau Voltaire.

[31] Le document fut déclassifié en 1994 et provoqua une vague de protestation en Italie. Voir le quotidien italien *La Stampa* du 27 novembre 1994.

[32] William Colby, *Honorable Men : My Life in the CIA* (Simon & Schuster, New York, 1978), p.110. Version française : *30 ans de CIA* (presses de la Renaissance, 1978), ch. 4.

[33] Roberto Faenza, *Il malaffare. Dall'America di Kennedy all'Italia, a Cuba, al Vietnam* (Editore Arnoldo Mondadori, Milan, 1978), p.312.

[34] L'existence de ce document fut révélée au moment des révélations sur Gladio en 1990. Le rapport de l'enquête sénatoriale de 1995 sur Gladio et les attentats, p.25.

[35] Périodique italien *Europeo* du 18 janvier 1991. La commission d'enquête parlementaire n'apprit l'existence du document de 1956 sur Gladio qu'en entrant en possession d'un texte daté du 1er juin 1959 qui y faisait référence en termes précis, précisant qu'il était daté du 26 novembre 1956 et intitulé *Accordo fra il Servizio Informazioni Italiano ed il Servizio Informazioni USA relativo alla organizzazione ed all'attività della rete clandestina post-occupazione (stay-behind) italo-statunitense*. [Accord conclu entre le SIFAR et la CIA concernant l'organisation et l'activité d'un réseau post-occupation italo-états-unien secret (stay-behind).] Le contenu du document original figure dans Cogliatore, *Gladiatori*, p.118–130.

[36] Périodique belge *Fire*, janvier 1992, p.59.

[37] *Ibid.*, p.62.

[38] Allan Francovich, *Gladio : The Puppeteers*. Second des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé sur BBC2 le 17 juin 1992. Version française : *Gladio, les Marrionettistes*.

[39] Colby, *Honourable Men*, p.128.

[40] *Ibid.*, p.109–120.

[41] Le document est cité dans Faenza, *Malaffare*, p.313. Dans les années 1970, l'historien italien Roberto Faenza obtint en vertu du FOIA l'accès au document *Demagnetize* révélant pour la première fois « cette grave dérive des services secrets italiens ».

[42] Supreme Headquarters Allied Powers in Europe (SHAPE), c'est-à-dire le Grand quartier général des puissances alliées en Europe.

[43] Stato Maggiore della Difesa. Servizio Informazioni delle Forze Armate. Ufficio R – Sezione SAD : *Le forze speciali del SIFAR e l'operazione Gladio*. Roma, 1 Giugno 1959. Ce document fut découvert par le juge Casson dans les archives du SIFAR à Rome en 1990 et fut à l'origine des révélations en Italie et dans toute l'Europe. Il est téléchargeable au bas de cette page

[44] Cobly, *Honourable Men*, p.136.

[45] Télégramme envoyé par le secrétaire d'État à l'ambassade des Etats-Unis à Rome le 18 octobre 1961. Retranscrit dans Faenza, *Malaffare*, p.311. Faenza livre une analyse très pertinente du projet de Kennedy de favoriser l'ouverture à gauche en Italie. Voir Faenza, *Malaffare*, p.307–373 (“L'apertura a sinistra”).

[46] Extrait de Regine Igel, *Andreotti. Politik zwischen Geheimdienst und Mafia* (Herbig Verlag, Munich, 1997), p.49. Sa source non datée est le magazine états-unien *New Statesman*.

[47] Faenza, *Malaffare*, p.310.

[48] Igel, *Andreotti*, p.50. à à

Le jour des élections en avril 1963, le cauchemar de la CIA se réalisa : les communistes gagnèrent du terrain tandis que tous les autres partis perdaient des sièges. La DCI soutenue par les USA tomba à 38 %, son plus mauvais score depuis sa création au lendemain de la guerre. Le PCI rassemblant 25 % des suffrages et le PSI réalisant un bon 14 % s'allièrent pour former la première majorité de gauche au Parlement italien. Les électeurs de la gauche italienne fêtèrent dans la rue la nomination pour la première fois de socialistes au sein du gouvernement du Premier ministre Aldo Moro de l'aile gauche de la DCI. Le président Kennedy fut immensément satisfait de ces résultats et décida en juillet 1963 d'effectuer une visite officielle à Rome à la grande joie de nombreux Italiens. L'aéroport était bondé et une fois de plus, les Etats-Uniens furent accueillis par des drapeaux et des acclamations. « C'est un homme formidable. Il ne fait pas du tout son âge. Il m'a invité à lui rendre visite aux États-Unis », déclara avec enthousiasme Pietro Nenni, le chef du PSI. [[Faenza, *Malaffar*, p.356.

[49] Jens Mecklenburg (ed.), *Gladio : Die geheime Terrororganisation der Nato* (Elefant Press, Berlin, 1997), p.30. Et Cogliatore, *Gladiatori*, p.185. C'est un ancien général du SID qui, entendu dans les années 1980 dans le cadre de l'affaire Propaganda Due, révéla que ces criminels étaient des Gladiateurs.

[50] Jean Francois Brozzu-Gentile : *L'Affaire Gladio* (Editions Albin Michel, Paris, 1994), p.77. Et Faenza, *Malaffare*, p.315. Voir également Willan, *Puppetmasters*, p.84.

[51] Rapport de l'enquête sénatoriale de 1995 sur Gladio et les attentats , p.85.

[52] *Ibid.*

[53] *Le forze speciali del SIFAR e l'operazione Gladio*, document téléchargeable au bas de cette page. Les investigations conduites sur l'opération Piano Solo indiquent que 731 personnes devaient être déportées, la commission d'enquête sénatoriale a elle établit que le chiffre était plus près de 1 100 à 1 200 citoyens influents qui devaient être emprisonnés au CAG, le quartier général sarde du Gladio. Les services secrets militaires refusèrent de transmettre à la commission la liste des proscriptions. « La situation est très grave car on peut raisonnablement penser que la liste contient des noms de parlementaires et de responsables politiques et que la divulgation de cette liste permettrait d'infirmer définitivement la thèse selon laquelle les événements de 1964 étaient des opérations de prévention menées afin d'éviter des troubles de l'ordre public », conclurent les sénateurs. Voir le Rapport de l'enquête sénatoriale de 1995 sur Gladio et les attentats, p.89.

[54] Une très bonne description du coup est livrée dans Richard Collin, *The De Lorenzo Gambit : The Italian Coup Manqué of 1964* (Sage, Beverly Hills, 1976). Diplômé d'Harvard, ce spécialiste des questions militaires a donné des conférences dans le Maryland avant de travailler pour le ministère de la Défense puis en tant que conseiller de l'attaché militaire de l'ambassade US à Rome et de devenir finalement consultant auprès des forces armées saoudiennes. En une soixantaine de pages, il offre un excellent récit de l'opération Piano Solo. Hélas, il occulte presque totalement le rôle joué par les USA dans les événements.

[55] Collin, *Coup*, p.60.

[56] *Ibid.* Sa source est le magazine italien *Avanti !* du 26 juillet 1964.

[57] Cogliatore, *Gladiatori*, p.186. See also Willan, *Puppetmasters*, p.85.

[58] Rapport d'enquête sénatoriale de 1995 sur Gladio et les attentats 1995, p.87. Bernard Cook, « The Mobilisation of the Internal Cold War in Italy » dans *History of European Ideas*. Vol.19, 1994, p.116.

[59] Franco Ferraresi, « A Secret Structure Codenamed Gladio » dans *Italian Politics. A Review*, 1992, p.41. Le coup d'État silencieux du Gladio n'aurait jamais été rendu public sans le travail des journalistes d'investigation. Dès le printemps 1967, Raffaele Jannuzzi (qui deviendra plus tard député socialiste) informa les lecteurs du magazine *Espresso* qu'ils avaient échappé de peu à un coup d'État (« Complotto al Quirinale », *Espresso* du 14 mai 1967). La tentative de De Lorenzo de faire taire Jannuzzi en lui intentant un procès en diffamation s'avéra contre-productive car l'instruction mit en lumière une telle quantité de preuves que le gouvernement n'eut d'autre choix que d'autoriser l'ouverture d'une enquête parlementaire sur « les événements de 1964 ». (Italian Senate. Commissione parlamentare d'inchiesta sugli eventi del giugno-luglio 1964. Rapport de deux volumes publié à Rome en 1971).

[60] *Relazione della Commissione parlamentare d'inchiesta sugli eventi del giugno-luglio 1964*, Roma 1971, p.67. Cité dans Igel, *Andreotti*, p.51. Et dans Willan, *Puppetmasters*, p.38.

[61] *Commissione parlamentare d'inchiesta sugli eventi del giugno-luglio 1964*, Relazione di minoranza, Roma 1971, p.307. Voir Igel, *Andreotti*, p.53.

[62] Extrait de Igel, *Andreotti*, p.52.

[63] Ayant établi le lien entre Licio Gelli et des terroristes d'extrême droite, le juge italien Carlo Palermo ordonna à la section anti-terroriste du SISMI de l'aider dans son enquête. Le 16 avril, celle-ci fournit des informations sur l'intervention états-unienne en Italie. C'était peut-être la première fois que la section s'acquitta de sa mission, elle fut d'ailleurs immédiatement fermée. La carrière prometteuse d'Emilio Santillos, le directeur de la section anti-terroriste du SISMI, fut soudainement interrompue et plusieurs de ses collaborateurs connurent un sort tragique. Le colonel Florio, du SISMI, mourut dans un mystérieux accident de voiture, le colonel Serrentiono quitta les services pour « raisons de santé », le major Rossi mit quant à lui fin à ses jours. Seul le major Antonio de Salvo quitta la section indemne pour rejoindre la franc-maçonnerie. Source : Igel, *Andreotti*, p.232.

[64] Quotidien britannique *The Observer* du 21 février 1988.

[65] [Senato della Repubblica Italiana. *Relazione della Commissione Parlamentare d'Inchiesta Sulla Loggia P2*, Roma 1984.

[66] Tiré d'un entretien avec Willan. Extrait de Willan, *Puppetmasters*, p.55.

[67] Igel, *Andreotti*, p.229.

[68] Cité dans le périodique britannique *The New Statesman* du 21 septembre 1984.

[69] Hugh O'Shaughnessy, « Gladio : Europe's best kept secret ». Ces agents étaient censés rester derrière les lignes ennemies en cas d'invasion de l'Europe de l'Ouest par l'Armée rouge. Mais ce réseau mis en place avec les meilleures intentions dégénéra dans certains pays en instrument du terrorisme et de l'agitation politique d'extrême droite dans le quotidien britannique *The Observer*, du 7 juin 1992.

[70] Gentile, *Gladio*, p.28.

[71] *Ibid.*

[72] Télévision britannique *Newsnight* sur BBC1 le 4 Avril 1991.

[73] Willan, *Puppetmasters*, p.41.

[74] Rapport d'enquête sénatoriale de 1995 sur Gladio et les attentats, p.97.

[75] *Ibid.*, p.164.

[76] Willan, *Puppetmasters*, p.97. Buscetta fit des révélations au juge Falcone en décembre 1984. Ce courageux magistrat fut plus tard assassiné par la Mafia.

[77] Liggio devant la Cour d'assises de Calabre en 1986. Rapporté dans Willan, *Puppetmasters*, p.97.

[78] Willan, *Puppetmasters*, p.94.

[79] Colby, *Honourable Men*, p.395.

[80] Voir par exemple McNamara, Robert, *Retrospect : The Tragedy and Lessons of Vietnam* (Random House, New York, 1995).

[81] Willian, *Puppetmasters*, p.93.

[82] Magazine politique britannique *Statewatch*, janvier 1991.

[83] Gentile, *Gladio*, p.105.

[84] Magazine politique britannique *Statewatch*, janvier 1991. Et Gentile, *Gladio*, p.19.

[85] Magazine politique italien *Europeo* du 16 novembre 1990.

[86] Allan Francovich, *Gladio : The Puppeteers*.

[87] Résultats obtenus par les trois principales formations politiques DCI, PCI et PSI aux élections législatives de 1968 à 1994 :

	1968	1972	1976	1979	1983	1987	1992	1994
DCI (%)	39	38	38	38	32	34	29	

PCI (%)	26	27	34	30	29	26	23	28
PSI (%)	14	9	9	9	11	14	13	2
PCI + PSI (%)	41	36	44	40	41	40	37	30

[88] *Pike Report : Report of the House Select Committee on Intelligence* [Pike Committee], Ninety-fourth Congress (Village Voice, New York, 1976), p.193 et 195.

[89] Joe Garner, *We Interrupt this broadcast. The Events that stopped our lives. From the Hindenburg Explosion to the Death of John F. Kennedy Jr* (Sourcebooks, Naperville, 2000), p.87.

[90] Extrait de Willan, *Puppetmasters*, p.220.

[91] Willan, *Puppetmasters*, p.325.

[92] Extrait de Willan, *Puppetmasters*, p.219.

[93] Rapport de l'enquête sénatoriale de 1995 sur Gladio et les attentats, p.294 et 295.

[94] *Ibid.*, p.294

[95] A ce sujet, lire « 1980 : carnage à Bologne, 85 morts », *Réseau Voltaire*, 12 mars 2004.

[96] Quotidien britannique *The Guardian*, du 16 janvier 1991.

[97] Agence de presse internationale Associated Press, 20 novembre 1990.

[98] Interview de Serravalle par Peter Marshall de la BBC dans le cadre d'un reportage spécial sur Gladio diffusé dans l'émission *Newsnight* du 4 avril 1991.

[99] Allan Francovich, *Gladio : The Puppeteers*.

[100] Rapport de l'enquête sénatoriale de 1995 sur Gladio et les attentats, p.242 and 364.

[101] Senato della Repubblica. *Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi : Stragi e terrorismo in Italia dal dopoguerra al 1974*. Relazione del Gruppo Democratici di Sinistra l'Ulivo. Rome Juin 2000. Appelé ci-dessous le Rapport de l'enquête sénatoriale de 2000 sur Gladio et les attentats. Les 8 membres de la commission étaient : dép. Valter Bielli, dép. Antonio Attili, dép. Michele Cappella, dép. Piero Ruzzante, sénateur Alessandro Pardini, sénateur Raffaele Bertoni, sénateur Graziano Cioni, sénateur Angelo Staniscia. Indiqué par Philip Willan, « US 'supported anti-left terror in Italy'. Report claims Washington used a strategy of tension in the cold war to stabilise the centre-right » dans le quotidien britannique *The Guardian* du 24 juin 2000.

[102] Le rapport de l'enquête sénatoriale de 2000 sur Gladio et les attentats, p.41.

[103] *Ibid.*

[104] *Ibid.*, p.42.

[105] Philip Willan, *The Guardian* du 24 juin 2000.

[106] *Ibid.*